



PREFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

DRIRE Franche-Comté
Groupe de Subdivisions Centre
Antenne de Vesoul

ARRÊTÉ DRIRE/I/2009 n° 3177 du 20 NOV. 2009

énonçant des prescriptions complémentaires à la S.A GIROUX MAURICE ET SES FILS relatives à la maîtrise des risques liés à l'exploitation d'un silo céréalier sur le territoire de la commune de VEREUX.

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Environnement, en particulier le titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L. 511-1 ;
- VU l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;
- VU les circulaires des 20 février 2004 et 13 mars 2007 relatives à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;
- VU le Guide de l'état de l'art sur les silos (INERIS) pour l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1588 du 13 juillet 1989 autorisant l'extension d'un silo céréalier par la SA GIROUX MAURICE ET SES FILS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1497 du 24 juin 2005 demandant à la SA GIROUX MAURICE ET SES FILS une étude des dangers pour l'installation qu'elle exploite sur le territoire de la commune de VEREUX, en complément de son arrêté d'autorisation n° 1588 du 13 juillet 1989 ;

VU l'étude de dangers datée du 17 juillet 2000 et son complément du 21 mai 2003 ;

VU l'étude de dangers en date du 30 septembre 2005 et les compléments apportés par courrier du 29 juin 2006 de la SA GIROUX MAURICE ET SES FILS ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 septembre 2009 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 13 novembre 2009 ;

Le pétitionnaire entendu,

CONSIDERANT que la SA GIROUX MAURICE ET SES FILS exploite des installations pouvant dégager des poussières inflammables ;

CONSIDERANT que l'accidentologie sur ce type d'activité démontre que ces installations sont susceptibles de présenter des risques technologiques ayant potentiellement des conséquences graves ;

CONSIDERANT que le site de VEREUX a été classé comme sensible d'après la circulaire du 20 février 2004 relative à l'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié, de par son implantation à proximité de maisons d'habitation occupées par des tiers ;

CONSIDERANT que cette situation est de nature à aggraver les effets d'un phénomène dangereux survenant sur les installations ;

CONSIDERANT qu'il appartient à l'exploitant de démontrer dans son étude de dangers, via une analyse de risques, les mesures permettant de prévenir et de protéger ses installations des risques d'explosions et d'incendies ;

CONSIDERANT que ces mesures de réduction des risques et de leurs effets ont été définies par l'étude de dangers et qu'elles s'appliquent au site, en prenant en compte les possibilités techniques liées à l'âge des installations et aux connaissances scientifiques et techniques du moment ;

CONSIDERANT qu'il convient conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement, d'encadrer le fonctionnement de cet établissement relevant du régime de l'autorisation par des prescriptions complémentaires afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Haute-Saône ;

ARRÊTE

TITRE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. - DESIGNATION DE L'EXPLOITANT

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, l'établissement exploité par la SA GIROUX MAURICE ET SES FILS à VEREUX est soumis aux prescriptions complémentaires suivantes.

Les articles 1-3 et 8 de l'arrêté préfectoral n° 1588 du 13 juillet 1989 susvisé sont abrogés.

ARTICLE 2. - DESCRIPTIF DES PRODUITS AUTORISÉS ET DES VOLUMES

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, et notamment l'étude de dangers et ses compléments, relatifs au stockage de produits organiques dégageant des poussières inflammables.

Le tableau mentionné à l'article 1-2 de l'arrêté préfectoral n° 1588 du 13 juillet 1989 est modifié de la façon suivante :

Désignation de la rubrique	Rubrique	Capacité maximale	Régime
Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable le volume total de stockage étant supérieur à 15 000 m ³	2160-a	Cellules C1, C2, C3, C4 : 4 x 2 015 m ³ Cellules C6, C7, C9, C10 : 4 x 2 080 m ³ As de carreau A5 et A8 : 2 x 530 m ³ Boisseaux B1 et B2 : 2 x 160 m ³ Silo plat : 2 700 m ³ Total : 20 460 m³	A
Stockage d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium (un engrais composé contient du nitrate d'ammonium avec du phosphate et/ou de la potasse), correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001, dans lesquels la teneur en azote due au nitrate d'ammonium est : <ul style="list-style-type: none"> supérieure à 24,5 % en poids, et qui sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 du règlement européen ; supérieure à 15,75 % en poids pour les mélanges de nitrate d'ammonium et de sulfate d'ammonium et qui sont conformes aux exigences de l'annexe III-2 du règlement européen. 	1331-II	Stockage vrac de 200 tonnes	NC

A = Autorisation ; D = Déclaration ; NC = Non classé

La liste des produits sera conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage devra être compatible avec les mesures de prévention et de protection existantes.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

ARTICLE 3. - DÉCLARATION D'ACCIDENTS OU INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant, sous 15 jours, à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire, et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie, doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 4. - PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

L'article 2-3 de l'arrêté préfectoral n° 1588 du 13 juillet 1989 est complété par les dispositions suivantes :

"Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour les silos verticaux.

On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1^{er} alinéa du présent article."

ARTICLE 5. - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

ARTICLE 6. - ACCÈS

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc...).

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, et l'évacuation rapide du personnel.

ARTICLE 7. - PERMIS DE FEU

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,
- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc...),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

TITRE 2. DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SILOS

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les silos de stockage de produits organiques susceptibles de dégager des poussières inflammables respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.

L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application des consignes d'exploitation et des consignes de sécurité.

ARTICLE 8. - MOYENS DE PROTECTION CONTRE LES EXPLOSIONS

8.1. - Événements et surfaces soufflables

Conformément à l'étude de dangers et à ses compléments réalisés par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention,...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion :

Localisation	Dimension des surfaces soufflables en m ²	Nature des surfaces
Tour RDC	20	Bardage translucide
Tour +1	15	Bardage translucide
Tour +2	8	Bardage translucide
Tour +3	7	Bardage translucide
Tour +4 et +5	50	Toiture bacs acier
Galerie sur cellules	150	Toiture bacs acier
Cellules C1, C2, C3 et C4	17	Surface fragile constituée d'une bande en béton cellulaire
Cellules C6, C7, C9 et C10	40	Toiture en bacs acier
As de carreau A5 et A8	15	Bac acier couvert d'une chape béton sans ferrailage
Filtres à manche : 1 sur nettoyeurs et 1 sur manutention	0,5	Bac acier et bardage translucide
Salles sous cellules	2 m ² par salle	Persienne
Silo plat (case et tour de manutention)	Toiture du bâtiment intégralement réalisée en tuiles servant de surface d'événement	

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers complétée du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer des personnes à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique.

8.2. - Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers complétée réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc..., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Caractéristiques du découplage entre A et B
Boisseaux d'expédition B1 et B2	Canalisations amont	Vannes coupe grain
Cellules C1, C2, C3, C4	Elévateurs E1, E2 et E3	Vanne guillotine sur chaque canalisation d'ensilage
Etage +3 tour	Galerie sur cellules	Porte
RDC tour	Local d'exploitation	Porte
RDC tour	Salles sous cellules C1, C2, C3 et C4	Portes
Case de stockage du silo plat	Tour de manutention du silo plat	Porte

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.

Lorsque le découplage comprend, ou est assuré, par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des portes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichée.

ARTICLE 9. - NETTOYAGE DES LOCAUX

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage.

ARTICLE 10. - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours, devant notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
 - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc...) susceptibles d'apparaître,
 - les mesures de protection définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié,
 - les moyens de lutte contre l'incendie,
 - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre,
- la procédure d'inertage,
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

Le personnel, y compris intérimaire et saisonnier, est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

ARTICLE 11. - INERTAGE

Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Les dispositifs d'injection du gaz sont constitués par un piquage situé à l'amont des gaines de ventilation en sortie de ventilateur pour ce qui concerne les cellules de stockage, et par des piquages au niveau des trappes de visite inférieures pour ce qui concerne les as de carreau.

Une procédure d'intervention accompagne la mise en œuvre de ces dispositifs en précisant notamment la localisation et les caractéristiques du système mis en place.

Sont également mentionnées dans cette procédure :

- les consignes à suivre pour disposer de gaz inerte, notamment en distinguant les différents types de feux (de surface ou à cœur de cellules),
- le délai probable d'approvisionnement en gaz inerte,
- les coordonnées des sociétés susceptibles de délivrer ce gaz ; celles-ci doivent être disponibles à tout moment, sur le site ou au siège social de l'entreprise, et mises à jour aussi souvent que nécessaire.

L'ensemble des moyens d'inertage doit faire l'objet d'une organisation permettant d'en assurer leur caractère opérationnel en permanence.

ARTICLE 12. - MESURES DE PREVENTION D'AUTO-ECHAUFFEMENT

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité,...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers, les 8 cellules et les 2 as de carreau du silo béton sont équipés de sondes thermométriques, et le silo plat dispose d'une canne thermométrique mobile.

Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage et éventuellement après séchage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

ARTICLE 13. - PREVENTION DES RISQUES LIES AUX APPAREILS DE MANUTENTION

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs suivants visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes :

Équipements	Mesures de prévention - Détecteurs de dysfonctionnements
Élévateurs de la tour E1, E2 et E3	<ul style="list-style-type: none"> - Protections thermiques au niveau des moteurs - Sonde de température moteur - Contrôleur de rotation - Contrôleurs de déport de sangles - Contrôleurs de bourrage
Transporteurs à chaînes : <ul style="list-style-type: none"> • TC1 et TC2 : reprise de fonds de fosse de réception du grain • TC3 : chargement bateaux • TC4 : ensilage des cellules C3, C4, C6, C7, C9, C10, A5 et A8 • TC5 et TC6 : reprise sous cellules C3, C4, C6, C7, C9, C10, A5 et A8 	<ul style="list-style-type: none"> - Protections thermiques au niveau des moteurs - Sonde de température moteur - Contrôleurs de bourrage

Vis à déchets : •1 vis en reprise du filtre de l'aspiration de la manutention •1 vis en reprise du filtre des 2 nettoyeurs •1 vis de reprise du boisseau de poussières	- Protections thermiques au niveau des moteurs - Sonde de température moteur
Boisseaux B1 et B2	- Sondes de niveau
Appareils nettoyeurs-séparateurs NS1 et NS2	- Aspiration des poussières - Protections thermiques au niveau des moteurs - Sonde de température moteur

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont immédiatement ou après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs, et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule. Ces matériels doivent être adaptés aux zones à atmosphère explosive dans lesquelles ils se trouvent.

ARTICLE 14. - SYSTEMES D'ASPIRATION

L'ensemble des installations de l'établissement est équipé des systèmes d'aspiration suivant :

Installations concernées	Types de filtration	Types de manutention des poussières	Stockage des poussières
Nettoyeurs – séparateurs de grains NS1 et NS2	Filtre à manches F1	Vis d'Archimède	Boisseau métallique poussières extérieur au silo
Appareils de manutention des grains	Filtre à manches F2	Vis d'Archimède	Boisseau métallique poussières extérieur au silo
Aspirateur centralisé pour le nettoyage des locaux	Cyclofiltre	Gravité	Boisseau métallique poussières extérieur au silo

Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : les installations de manutention ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement et s'arrêtent immédiatement en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation limitée à quelques secondes.

Afin de lutter contre les risques d'explosion des systèmes d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises conformément à l'étude de dangers et à ses compléments réalisés sous la responsabilité de l'exploitant :

- toutes les parties métalliques des filtres sont reliées à la terre ;
- les manches des filtres F1 et F2 sont antistatiques ;
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux ;
- les installations sont équipées de capteurs pour mesurer la dépression des filtres d'aspiration des poussières ;
- les filtres à manches F1 et F2, et le cyclofiltre disposent de surfaces éventables.

En cas de changement de dispositif, celui-ci devra présenter a minima les caractéristiques citées précédemment, et, s'il en existe, les ventilateurs d'extraction devront être disposés coté air propre du flux.

Les systèmes d'aspiration sont correctement dimensionnés (en débit et en lieu d'aspiration).

ARTICLE 15. - VIEILLISSEMENT DES STRUCTURES

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (a minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

TITRE 3. DISPOSITIONS À CARACTÈRE ADMINISTRATIF

ARTICLE 16. - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 17. - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié à la SAS GIROUX MAURICE ET SES FILS.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Un extrait sera affiché en mairie de VEREUX par les soins du maire pendant un mois.

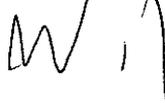
ARTICLE 18. - EXECUTION ET COPIE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône, le maire de la commune de VEREUX, ainsi que le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vesoul, le

20 NOV. 2009

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

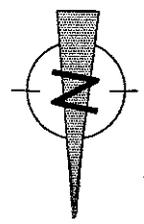
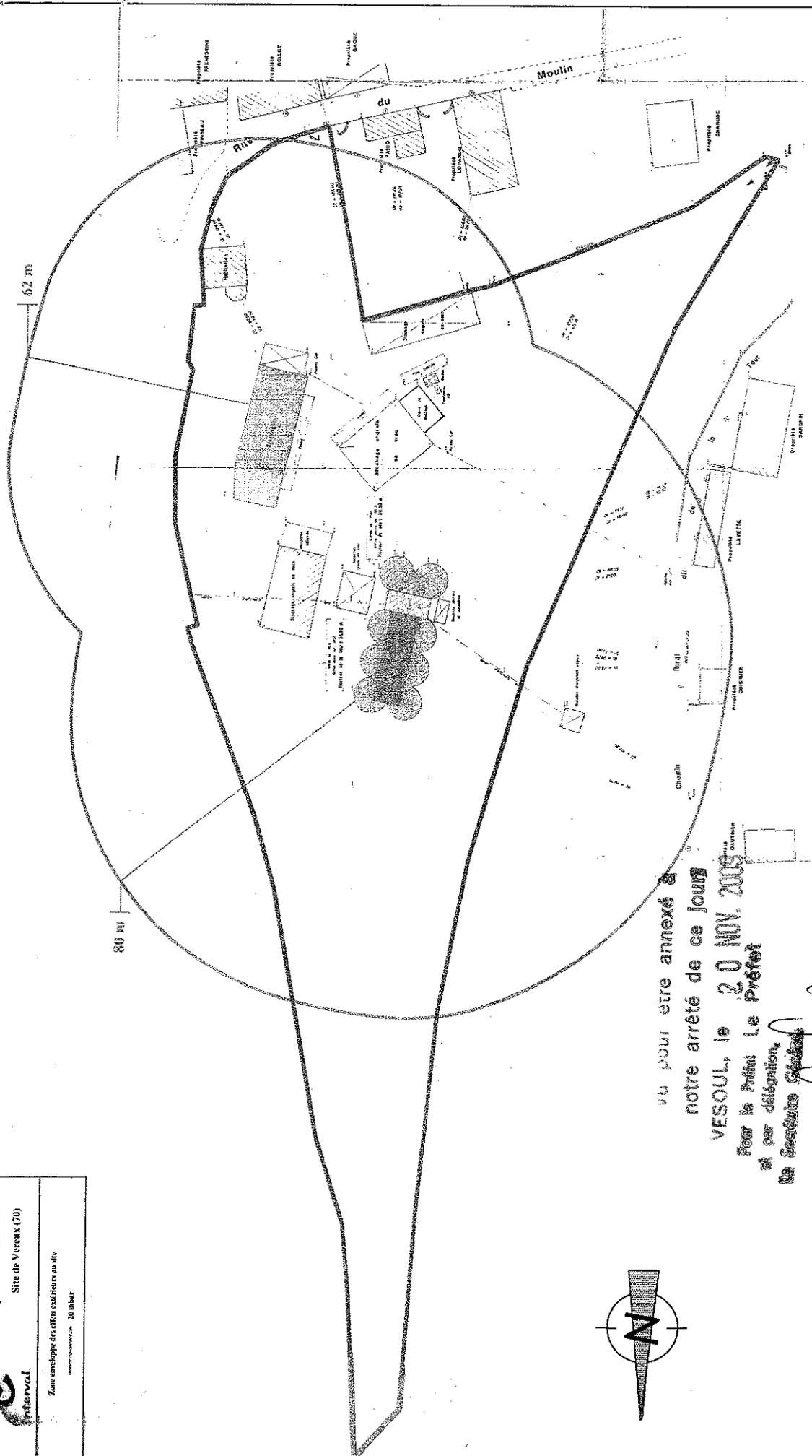


Wassim KAMEL



Coopérative INTERVAL
 Site de Vereux (70)

Zone d'enclassement des sites existants au site
 20 mbar



vu pour être annexé à
 notre arrêté de ce jour
VESOUL, le 20 NOV. 2008
 Pour le Préfet Le Préfet
 et par délégation,
 Le Secrétaire Général

(Signature)
Wassim KAMEL

Limites du site

